Zeitschrift: Wissen und Leben

Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft

Band: 19 (1917)

Artikel: Pour renaitre
Autor: Rossel, Virgile

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-751070

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

POUR RENAITRE

Un écrivain français, qui a choisi le pseudonyme de Lysis, vient de publier un ouvrage dont le rententissement fut grand dans son pays: Vers la Démocratie nouvelle. Il y exposait un programme hardiment réaliste de rénovation politique et sociale. A ses yeux, l'électoralisme était en train de perdre la France et tous les partis avaient leur responsabilité dans la lente décadence à laquelle marchait la patrie. Au lieu d'agir, on avait parlé, et le mal élégant de l'éloquence était de ceux dont on ne voulait pas guérir. Au lieu d'organiser la vie commerciale et industrielle, on s'était complu dans la somnolence commode de la routine. Au lieu de faire des placements d'argent dans les usines nationales, on avait semé ses capitaux sur les routes de l'étranger: quarante-cinq milliards avaient ainsi émigré bien loin des frontières, alors qu'ils auraient pu tripler ou quadrupler la production indigène. Au lieu de sérier et de grouper les efforts, on les avait découragés, et le socialisme n'avait pas imaginé de plus bel idéal que la funeste lutte des classes.

Qu'il y eût beaucoup de vérité dans ce réquisitoire, nul ne le contestera. Mais Lysis ne s'est pas borné à la critique. Il a repris à son compte le destruam sed aedificabo de Proudhon. Déjà dans son premier livre, il aboutissait à des conclusions très pratiques. Et il ne craignait pas de montrer à ses concitoyens ce que le goût de l'ordre, le sens de l'initiative, la passion du progrès avaient, depuis quelques décades, valu à d'autres peuples. Pour lui, la France, même victorieuse, perdrait la guerre si elle retombait aux erreurs d'un récent passé.

Dans un second volume, plus pressant encore et d'une actualité plus directe: Pour renaître (in 12, Payot & Cie., éditeurs, Lausanne et Paris), Lysis a poursuivi sa campagne d'assainissement. Je crois que nous aurions tout intérêt à le lire, nous autres Suisses, car, s'il s'adresse plus particulièrement à la France, il renferme des avertissements dont nous pourrions tirer large profit. Il tend surtout à provoquer un réveil et une concentration des énergies. La révolution de l'esprit public préconisée par l'auteur de ces pages tend essentiellement à des fins utilitaires. L'institution gouvernementale le préoccupe infiniment moins que le statut du travail.

Avec une crânerie dont on ne saurait trop le louer, il va chercher ses points de comparaison en Allemagne:

"En 1875, dit-il, les populations de l'Allemagne et de la France étaient à peu près égales (42 contre 37 millions), pour un territoire presque identique en superficie (540,858 contre 536,463 kilomètres carrés). En 1910, trente ans plus tard, la France a 39 millions d'habitants, l'Allemagne 65. Nous avions gagné 2 millions, les Allemands 23. En 35 ans, notre population s'était accrue du 8 %, la leur du 52 %. En 1891, notre commerce extérieur (importations et exportations) s'élevait à 8,338 millions, celui de l'Allemagne à 9,157 millions de francs. Le chiffre d'affaires des deux pays était donc à peu près le même à cette époque. Vingt ans après, voici les chiffres: le commerce français est de 14,300 millions, le commerce allemand de 22,300 millions. Par rapport au nôtre, il a presque doublé! Les statistiques maritimes sont encore plus désolantes: en 1909, notre marine marchande compte 1,306,000 tonneaux, la marine allemande en accuse 2,809,000... Sur 48,740,000 tonnes entrées et sorties de nos ports français, 36,127,000, autrement dit les trois

quarts, viennent et repartent sur des bateaux étrangers! En même temps que sa marine, l'Allemagne développait ses voies navigables, elle créait un réseau de chemins de fer supérieur au nôtre, elle fondait ses grandes industries, charbonnière, métallurgique, électrique, chimique, etc. Toutes les ressources de ses banques se concentraient dans un effort de production prodigieux."

Pendant ce temps, la France changeait de ministère tous les six mois, négligeait d'agrandir et d'outiller ses ports, ne creusait pas les canaux nécessités par ses conditions géographiques, se contentait d'une industrie et d'un commerce restés chétifs, prodiguait les milliards de son épargne à ses alliés et même à ses ennemis. Quant aux problèmes d'une suprême gravité que posait la concurrence allemande, on les ignorait tout uniment.

Quelle est la vraie richesse? Ce n'est pas l'argent; c'est le moyen de production. On n'ose songer à ce que la France retire en ce moment, ni à ce qu'elle retirera dans la suite de ses 45 milliards de valeurs étrangères. Cet actif est comme s'il n'existait pas, puisqu'il est impossible de le monnayer. Pour soutenir son crédit, et malgré cette formidable réserve de fortune nominale, la France n'est-elle pas obligée de contracter des emprunts en Amérique? Tous ces papiers russes, turcs et autres sont des titres de pacotille: "On les a créés pour notre usage, déclare carrément Lysis, ils n'ont pas cours ailleurs; pour parler français, c'est de la fausse monnaie." Invendables pendant la guerre, ne le demeureront-ils pas une fois la paix conclue?

Les opérations financières auxquelles on se laissa entraîner eussentelles été aussi solides qu'elles le sont peu, elles en seraient à peine moins désastreuses. Et je cite, de nouveau, *Pour renaître*:

"Le capital n'a pas seulement pour fonction de rapporter intérêt, il est un agent de la production indispensable dans le régime actuel au point que, sans son intervention, il ne peut y avoir de rémunération du travail Si nous prêtons cent francs à l'étranger, nous recevons cinq francs d'intérêt et c'est là tout; notre pays ne bénéficie que de cette petite rentrée annuelle; mais si nous engageons ces mêmes cent francs dans l'industrie, non seulement nous recevons cinq francs d'intérêt, mais nos cent francs sont jetés dans la circulation générale, où ils se convertissent une ou deux fois dans l'année en salaires, matières premières, etc. Si nous prêtons un million à l'étranger, nous recevons cinquante mille francs d'intérêt, et notre pays n'en tire pas d'autre avantage; mais si nous engageons le même million dans l'industrie, non seulement nous encaissons, mais nous donnons, en outre, le moyen de travailler à deux cents ou trois cents ouvriers. Raisonnant sur des milliards, on comprend qu'il doit se creuser un abîme entre deux pays qui partent du même point, mais dont l'un exporte ses capitaux, tandis que l'autre les emploie chez lui. La France, qui plaçait une grande partie de son épargne à l'étranger, a décliné d'année en année par rapport à d'autres grands peuples, sa production a progressé faiblement et le nombre de ses habitants a décru. Pendant ce temps, l'Allemagne, qui mettait tous ses capitaux dans l'industrie, développait ses moyens de subsistance, sa population, et prenait l'essor vertigineux que l'on sait."

Et Lysis de convier la France à utiliser elle-même, pour elle-même, ses merveilleuses ressources. Ce n'est pas tout d'abattre le militarisme prussien dont on a failli être la première victime; il importe de relever

le peuple matériellement et de vaincre deux fois. Effectivement, le rôle de l'Etat moderne consiste surtout à solliciter l'activité de ses membres. N'at-t-il pas l'énorme pouvoir de légiférer et, ainsi, d'entraver ou de stimuler l'effort des citoyens par ses lois, ses impôts, ses tarifs de douane, ses accords internationaux? N'est-ce pas à lui que sont réservées les questions d'ensemble que l'individu ou même des groupements sociaux plus ou moins nombreux sont incapables de résoudre: organisation du crédit industriel et agricole, enseignement technique et professionnel, apprentissage, et le reste? Qui donc aurait, sinon lui, l'autorité nécessaire pour intervenir dans la gestion de ces oligarchies économiques, nées du capitalisme, et qui, inspirées par la seule poursuite du lucre, mettraient en péril l'intérêt public? Mais qui donc aurait, d'autre part, autant que lui, la possibilité et le devoir de leur prêter un indispensable appui, afin qu'elles ne dispersent pas leurs initiatives au hasard et qu'elles collaborent à l'œuvre de la nation?

Comme le fait observer Lysis, "si l'Allemagne est devenue grande, c'est que toutes ses forces productives ont été orientées vers le même but, c'est que ses banquiers, ses industriels, ses commerçants ont agi sous l'influence d'une même conception; mais cette coordination ne s'est pas opérée spontanément, elle n'a pas été le résultat du libre jeu des forces". A côté et au-dessus des producteurs, ceux-ci ont trouvé un pouvoir central résolu à leur donner le plus intelligent concours. Livrés à eux-mêmes, privés de la féconde impulsion d'en haut, ils n'eussent certainement obtenu que des succès médiocres. Et voyez plutôt: "Pendant les sept années qui ont précédé la guerre, l'Etat (français) n'a délivré aucune concession minière. Il devait réformer la loi qui régit ces concessions, mais il n'osa jamais l'entreprendre par crainte de se mettre à dos les bourgeois ou les socialistes et, pour tourner la difficulté, il arrêta pendant sept années le développement minier du pays! Ce même Etat laissa les Allemands exploiter nos minerais de fer de Normandie, comme il les avait laissés faire de Cherbourg un port germanique!" Ces expériences, pour cruelles qu'elles furent, auront-elles été vaines?

Il y a autre chose. On achète à l'étranger des produits dont on a besoin pour la guerre comme pour la paix. Ne serait-il pas plus rationnel et moins onéreux de les fabriquer sur place? Mais si l'on ne crée pas maintenant un outillage encore absent, pourra-t-on l'installer dans la suite, ou ne s'y prendra-t-on pas trop tard? D'autres n'auront-ils pas conquis, sur les marchés du monde, des positions désormais inexpugnables? Dans les luttes de l'industrie, comme dans celles du front, le mot d'ordre est de prévoir.

Lysis passe en revue tous les domaines dans lesquels la France a permis qu'on la devançât. Il commence par l'industrie chimique, dont l'exportation, en Allemagne, est supérieure à un milliard. Mais voilà "pour 300 chimistes dignes de ce nom, en Allemagne, il n'y en a que sept en France!" Quand on songe, par exemple, que presque toutes les couleurs dérivées du goudron ont été trouvées en France et qu'on se représente l'admirable parti que l'Allemagne a tiré de ces découvertes de laboratoires, comment n'en pas concevoir une amère tristesse? Notez — et ceci n'est-il pas d'une poignante actualité? — que le problème des matières colorantes se rattache intimement à celui des explosifs! Les composés de la série dite aromatique (carbures, phénols, amines) donnent des dérivés nitrés, dont l'un s'appelle

la mélinite. Tant il y a que l'Allemagne, en poussant à l'essor d'une industrie "dont l'objet paraissait si pacifique, s'est outillée du même coup pour la guerre, vérité qui s'exprime tout aussi bien dans la proposition inverse: que la France, en négligeant de constituer, en temps de paix, chez elle cette industrie, a créé, sans s'en douter, une énorme lacune dans son organisation militaire." Si l'un des Alliés n'avait, au moment critique, suppléé à l'insuffisance constatée en pleine crise de l'armée, la victoire de la Marne elle-même n'eût rien sauvé. Un concours aussi fortuit qu'il fut heureux n'enlève rien au tragique de la leçon.

Autre constatation pénible. A défaut du charbon, qu'on aurait d'ailleurs en surabondance si l'on voulait bien, on a la houille blanche. La force électrique dont dispose la France est de neuf millions de chevaux. Sous ce rapport, elle est, après la Suède et la Norvège, le pays le plus riche de l'Europe. Eh bien! une race, qui est entreprenante et qui ne manque pas d'audace, s'est croisé les bras au bord de ce formidable Pactole. Ici, de nouveau, déclare mélancoliquement Lysis, "l'Allemagne nous domine et nous écrase."

Mais je n'ai nullement l'intention de résumer *Pour renaître*. Ces quelques indications peuvent suffire. Avec son habituelle vaillance, Lysis pourfend l'inertie de ses compatriotes:

"Nous sommes peut-être avancés en France, politiquement parlant, mais nous sommes sûrement des conservateurs et des réactionnaires en matière d'industrie. Ne croyons pas qu'il s'agisse d'une simple lacune à combler dans nos conceptions, ouvrons les yeux et reconnaissons qu'en négligeant d'élever nos moyens de production à la hauteur du progrès, c'est l'existence même de notre nation que nous avons mise en danger. Un pays ne vit pas indéfiniment de mots et de formules. Nous nous alimentons depuis trente ans de manifestations verbales, mais qu'est-il sorti de nos discours, de nos discussions et de toutes ces affirmations tranchantes avec lesquelles nous nous sommes si bruyamment combattus? Quelques personnes, quelques partis ont peut-être profité de cette agitation oratoire, mais ses résultats pour le pays ont été désastreux... Tous les progrès démocratiques, peut-on dire, sont en fonction des découvertes des savants et du perfectionnement du machinisme, grâce auquel la journée de travail doit produire une quantité de plus en plus grande de marchandises ou d'objets de consommation. Et toute la différence, peut-on ajouter, entre les Allemands et nous, est que nos ennemis, exploitant les premiers ce filon, en ont extrait de telles richesses qu'ils en ont été grisés au point d'attribuer à leur seule supériorité des résultats dus surtout à la méthode employée."

Ne serait ce point là une philosophie bien matérialiste? Non, car Lysis entrevoit, pour une humanité moins besogneuse, moins asservie par un lourd travail de maigre rendement, l'aurore d'une vie meilleure, où il y aura plus de moralité et où tous les trésors de l'art seront accessibles à tous. Comment celui qui peine sans espoir ne serait-il pas condamné à l'existence triste et vide d'un éternel manœuvre? Les idéalistes impénitents, qui croient à la toute puissante efficacité de leurs magiques recettes, mâchent de la brume et du vent. Qui n'a rien, ne jouit de rien; qui a peu, jouit de peu; et ceux qui ont faim ne se rassasieront pas avec de la poésie. Il est un juste équilibre à garder entre le rêve et la réalité. Au demeurant, sans réalité, il n'y a plus de rêve. Des esprits délicats et des âmes éthérées

peuvent ne pas dissimuler leur mépris pour l'économie politique. L'économie politique se vengerait d'eux, et férocement, le jour où le régime de la carte de pain aurait cessé d'être provisoire. Lysis s'enthous asme moins pour d'éloquentes harangues, ou de beaux systèmes, que pour d'humbles vérités comme celle-ci: "Grâce à l'utilisation de la houille blanche, des régions jusqu'ici désertées par l'homme en raison de leur stérilité et qui dorment depuis des siècles dans un morne silence, vont être changées en pays peuplés, actifs, heureux de vivre et de travailler."

J'aimerais reproduire tout le dernier chapitre de Pour renaître. C'est un hymne à la persévérance, à l'initiative et à la volonté. C'est un hymne encore à la science. L'avenir du monde dépend du progrès des connaissances, et non point d'autre chose. "Mettez un homme primitif ou même un Français du siècle dernier devant la rivière tumultueuse et bouillonnante, que peut-il faire? Nous la domptons, nous tirons d'elle la force, la lumière, la chaleur et la vertu sorcière de créer des corps. Mais d'où vient ce pouvoir? De notre savoir." Assez de romantisme social! Agissons! L'enseignement technique à tous les degrés, le maximum de productivité offert au directeur, au contre-maître, à l'ouvrier de la ville et des champs, l'Etat protégeant et stimulant le travail, cela vaudra tous les gestes des tribuns et toutes les imaginations des songe-creux.

Dure et forte doctrine! Au jugement de Lysis, il n'en est pas d'autre pour renaître".

Ce qu'il dit de la France ne s'applique pas exactement à la Suisse, où les défaillances de l'autorité et l'indolence de l'individu n'appellent pas les mêmes doléances que chez nos voisins de l'ouest. Mais n'oublions pas que la période de l'après-guerre se signalera par une recrudescence inouïe de la concurrence dans tous les domaines. Les petits Etats ont plus de motifs que les grands de trembler pour leur avenir. Notre neutralité ne nous préservera point des rudes batailles de la paix. Certes, nous aurons d'abord à refaire l'union entre les Suisses. Nous aurons à défendre notre maison, comme notre pensée, contre l'invasion étrangère. Mais ce ne sera pas tout. "Pour renaître", nous aurons à méditer bien des conseils, à traduire en actes bien des suggestions que nous fournit abondamment le petit livre de Lysis.

Cependant la Suisse n'oubliera point qu'il est d'autres forces et d'autres buts que ceux de l'économie politique. Elle a traversé une crise douloureuse, qui a été surtout une crise morale. Tout en travaillant à l'accroissement de son bien-être, elle vivra de plus en plus pour son idéal de justice et de liberté soit le vainqueur de demain.

LAUSANNE

VIRGILE ROSSEL

.

GOTTFRIED KELLER ALS POLITIKER

Über diesen Gegenstand hat Dr. Hans Kriesi¹) soeben ein Buch veröffentlicht, das es verdient, dem Leserkreis von Wissen und Leben nahe gebracht zu werden. Auf eine solche Arbeit haben wir nämlich schon lange

¹⁾ Dr. Hans Max Kriesi, Gottfried Keller als Politiker, mit einem Anhang, enthaltend Gottfried Kellers politische Aufsätze. Frauenfeld und Leipzig, Huber & Cie., 1918, gr. 80, 320 Seiten Preis gebunden Fr. 6.50.